

"L'Allemagne et l'Europe" dans Le Monde (28 mars 1950)

Légende: Après la naissance, le 14 août 1949, de la République fédérale d'Allemagne, le quotidien français Le Monde s'interroge sur la question de l'adhésion de l'Allemagne de l'Ouest au Conseil de l'Europe.

Source: Le Monde. dir. de publ. BEUVE-MÉRY, Hubert. 28.03.1950, n° 1 608; 7e année. Paris: Le Monde.

"L'Allemagne et l'Europe", p. 1.

Copyright: (c) Le Monde

URL: http://www.cvce.eu/obj/l_allemande_et_l_europe_dans_le_monde_28_mars_1950-fr-44e30bb1-d83b-4c1b-afe6-6efd2dae65c0.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

L'Allemagne et l'Europe

Dans l'exposé qu'il a fait hier devant le comité national du Mouvement républicain populaire M. Robert Schuman a souligné le caractère transitoire et empirique de la politique des alliés occidentaux en Allemagne. Ils ont dû tenir compte de l'état de fait créé par l'U.R.S.S., qui a rompu l'accord des Quatre, isolé sa propre zone d'occupation, les obligeant ainsi à concevoir une politique pour l'Allemagne occidentale. La Constitution et le gouvernement de Bonn en ont été les premiers résultats.

Il est évident que cette politique doit être poursuivie avec circonspection : on ne peut oublier que l'Allemagne de l'Ouest n'est pas toute l'Allemagne, que celle-ci peut resurgir demain ou dans quelques années et remettre en cause tout ce qui aura été fait. Il serait souhaitable que l'œuvre des alliés et de la République de Bonn fût telle qu'elle pût à tout moment s'adapter à une situation nouvelle, mais non pas imprévue.

Cette perspective rend fort délicate l'intégration de l'Allemagne à l'Europe occidentale. On ne peut pas se condamner à ne rien faire sous prétexte qu'on ne ferait rien de définitif. L'Ouest allemand ne saurait rester isolé, l'Est étant de plus en plus rattaché au bloc soviétique. Mais jusqu'où faut-il aller si l'on ne veut passer les bornes imposées par la prudence ?

Un premier critérium serait le désir des Allemands eux-mêmes. Les offres de M. Adenauer ont suscité des mouvements divers. M. Schuman n'est pas le seul à juger qu'il voudrait brûler les étapes. Il a dérouté ses compatriotes. Peut-on négliger l'opinion de la social-démocratie, actuellement dans l'opposition, mais à peine inférieure au parti chrétien démocrate qui est au pouvoir ? Elle peut gouverner demain : qu'advierait-il alors d'une politique extérieure décidée sans elle ou contre elle ? Si en Angleterre, aux Etats-Unis, cette politique se fait avec l'accord des deux grands partis, ne conviendrait-il pas qu'il en fût de même en Allemagne, et que toute démarche importante de M. Adenauer fût approuvée, au moins tacitement, par M. Schumacher ? Ce n'est pas à nous de dicter aux Allemands leur manière d'agir, mais nous devons attribuer à leurs paroles et à leurs actes le poids qu'ils ont réellement.

Les Occidentaux peuvent demander à l'Allemagne occidentale d'entrer au Conseil de l'Europe. C'est un geste qui témoignerait de sa solidarité. Elle peut d'autant moins le refuser qu'il ne l'engage pas à grand'chose. Le Conseil de l'Europe n'est encore qu'une promesse, dont on ne sait pas si elle se réalisera. Mais dans ces conditions on jugera insuffisante une politique qui ne voudrait régler les rapports avec l'Allemagne que dans le cadre d'une solution européenne. Il est possible que l'Organisation européenne soit « le principal élément constructif de notre politique ». Mais c'est là une construction qui en est à peine aux fondations : faut-il attendre que le toit soit posé pour aborder les questions les plus urgentes ?

Si l'on s'en tient par exemple aux relations économiques entre la France et l'Allemagne, il n'est pas nécessaire de passer tout de suite à cette union totale suggérée par M. Adenauer. Une solution plus modeste a été proposée, dans le cadre des unions régionales que l'on envisage en attendant l'« intégration » de l'Europe. L'Allemagne occidentale adhérerait au groupe de puissances que l'on a appelé Fritalux ou Finebel.

Qui s'est opposé jusqu'à présent à l'inclusion de l'Allemagne dans ce groupement ? C'est précisément la France. Pourtant les arguments allégués contre un tête-à-tête franco-allemand perdraient beaucoup de leur force dès lors que quatre pays, avec soixante-cinq millions d'habitants, viendraient s'ajouter à la France et à l'Allemagne. Et pourquoi une grande nation comme la France hésiterait-elle à figurer dans une telle union si une petite comme le Luxembourg n'y voyait pas d'inconvénient ?

En vérité, s'il n'est pas bon d'improviser ou de brûler les étapes, comme le remarque M. Robert Schuman, il ne faudrait pas non plus que le pays qui peut et doit guider la politique européenne de l'Allemagne fût en retard sur tous les autres.